

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal

Lundi 12 décembre 2011 à 20H30

Convocation du 7 décembre 2011

Membres en exercice : 15

L'an deux mil onze le 12 décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Matthieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Stéphane Raizin,**

Absents excusés représentés : Agnès Gabanou représentée par Stéphane Raizin

Absents : Serge Duc

Secrétaire de séance : Eric Gerbaud

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément

Ordre du jour :

- Projet d'embauche dans le cadre des contrats aidés CUI-CAE
- Avenir du SIE de Tallard
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents ainsi que le public, puis il ouvre la séance

➤ **Projet d'embauche dans le cadre des contrats aidés CUI-CAE :**

Le maire fait part au conseil municipal des directives préfectorales concernant les contrats aidés (contrat unique d'insertion et contrat d'accompagnement dans l'emploi), des financements à 70% sont possibles et les crédits non utilisés à cet effet seront redéployés ailleurs. Le secrétaire général de la Préfecture encourage fermement les communes à utiliser ces contrats avant le 15 décembre 2011, date butoir de l'emploi de ces crédits.

Le maire propose de saisir cette opportunité pour un contrat de 6 mois à offrir à un jeune de la commune en recherche d'emploi, sur la base de 20 heures hebdomadaires rémunérées au SMIC, le cout restant à charge de la commune étant de 337 euro/mois ; si l'intensité hebdomadaire est supérieure, l'aide reste plafonnée sur 20 heures.

Il s'agirait de lui confier diverses tâches d'entretien des espaces verts, bâtiments communaux, voirie ... et éventuellement aide à la surveillance de la cantine.

M. Tourrés, agent technique principal, a émis le souhait de travailler à plein temps, ce contrat de 6 mois lui laisse un délai pour liquider les affaires de son exploitation.

Corine Modanese s'élève fermement contre ce système qui s'apparente à une opération pré-électorale pour faire baisser le taux de chômage, S Raizin rappelle que le gouvernement a reproché il y a peu aux collectivités locales, leur dépenses excessives en matière de recrutement !!!

Malgré ces remarques, l'emploi d'un saisonnier pour la commune parait une bonne solution pour décharger les agents communaux en période hivernale (station des Guérins, déneigement).

Quel volume horaire proposer ? 20 h ou plus ? Matthieu Allain Launay précise que ce type de contrat doit laisser du temps pour la recherche d'emploi ou la formation, le maire rappelle que le travail ne manquera pas, les conseillers optent plutôt pour 35 heures/hebdomadaires, Le maire agira en fonction des possibilités de la personne retenue.

Le conseil municipal se prononce à l'unanimité pour créer un contrat aidé de 6 mois et augmenter le temps de travail de M. Tourrés à 35 heures à l'issue des 6 mois.

Ainsi délibéré :

Le contrat unique d'insertion (C.U.I) est un dispositif ouvert aux collectivités territoriales. Il comprend notamment un volet correspondant au C.A.E. C'est un contrat de travail à durée déterminée qui a pour objectif de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

La Commune de Sigoyer peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider une personne en difficulté à se réinsérer dans le monde du travail.

A ce titre, elle souhaite créer un poste d'agent d'entretien polyvalent pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois, dans une logique d'insertion et de formation de la personne qui sera recrutée. Le temps de travail hebdomadaire sera de 26 heures et la rémunération prévue correspondra au S.M.I.C.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

- d'approuver la création d'un emploi en contrat unique d'insertion (de type C.A.E) pour une période de 6 mois renouvelable une fois, avec un temps de travail de 26 heures hebdomadaires et une rémunération au S.M.I.C. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer au nom et pour le compte de la Commune de Sigoyer les conventions avec le Pôle Emploi et les services de l'Etat, ainsi que tout document de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser M. Le Maire à percevoir l'aide de l'Etat et à verser le salaire de l'agent
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2012.

Adopté à 13 voix pour, 1 abstention

➤ **Avenir du SIE :**

Le maire donne compte rendu de la réunion du Syndicat Intercommunal d'Electrification qui s'est déroulé le mercredi 30 novembre à Tallard et précise que des délégués projettent de transformer le SIE en SIEP dont la seule compétence serait la gestion et l'équipement de l'éclairage public ; le maire rappelle la position du conseil municipal en date du 19 octobre qui s'est prononcé pour la dissolution définitive du SIE.

Michel Meunier, délégué communal, expose les arguments du président du SIE : l'argent restant doit être utilisé sur le territoire, le SyME équivaut à une perte de proximité et les marchés regroupés sont les plus intéressants...Une équipe de réflexion se réunira pour modifier les statuts du SIE en SIEP...

Le conseil municipal reste sur sa position en refusant cette nouvelle structure et charge les délégués communaux de rapporter sa désapprobation.

➤ **Questions diverses :**

Lotissement d'artisans :

Le maire informe le conseil de l'abandon de la candidature de M. Kara pour la dernière parcelle du lotissement.

Deux candidats sont intéressés à ce jour :

M.Pelhate, boulanger bio, célibataire, qui a déposé un dossier complet

M.Mme Bonnefois-Massimelli, ostéopathe et moniteur de parachutisme, 2 enfants, dont le dossier s'est étayé par la mise à disposition du local d'ostéopathie à d'autres pratiquants médico sociaux (infirmier, kiné, médecin...)

La commission communale se réunira le 21 décembre pour étudier les dossiers, le conseil délègue sa décision à la commission.

Protection des captages au delà le pont :

Les précédentes études sur les périmètres de protection n'ont pas porté sur les sources du quartier au delà le pont (Nicollet, Candy) ; compte tenu du coût important de ces études, ces sources auraient pu être abandonnées si le forage de Foreysasse avait abouti...

Or les études sont encore financées à hauteur de 6600 euro par point d'eau jusqu'en 2012.

2 sources pourraient faire l'objet de ces études, Matthieu Allain Launay rappelle l'impact sur les pratiques agricoles incluses dans les périmètres de protection, impact dont il faudra tenir compte.

Etanchéité maison Lagarde :

Suite au récurrent problème d'infiltrations de la terrasse dans l'appartement du dessous, il est souhaitable de réfléchir à la pose d'un toit sur cet édifice, des entreprises de charpente ont été sollicitées pour établir un devis.

Bulletin municipal :

En cours de réalisation, à distribuer à partir du 7 janvier

Les vœux du conseil municipal seront présentés le samedi 7 janvier à 15 heures salle des 2 Céüze, la chorale de Sigoyer y participera.

Communauté d'agglomération : 2^{ème} réunion à l'initiative du maire de Gap, jeudi 15 décembre 2011

SCOT : présentation du PADD à la CCTB 17 ou 19 janvier 2012

DM budget de l'eau : suite à une erreur de saisie, il convient de modifier le montant du compte 16 insuffisamment approvisionné.

Délibérations du conseil municipal :

- Décision modificative – Compte 16 budget de l'eau
- contrat aidé CUI-CAE

Lu et approuvé, les conseillers municipaux